

EUROPE Les réactions en Allemagne ont été très nombreuses, et le plus souvent très positives, après le discours prononcé à Berlin par Jacques Chirac dans lequel il a propo-

sé la mise en place d'un « groupe pionnier » d'Etats-membres de l'Union européenne pour avancer vers une « Constitution » fixant le cadre politique et géographique de

l'UE. ● LE CHEF DE L'ETAT a précisé, mardi soir, que la rédaction de cette Constitution pourrait aboutir dans les deux ans suivant la présidence française (1^{er} juillet-31 décembre

2000). Mais M. Chirac n'est pas favorable à l'élection d'un président européen au suffrage universel. ● ROBIN COOK, chef de la diplomatie britannique, a rejeté la formation d'un

« forum privé dont [certains pays] seraient exclus ». ● LA PRÉSIDENTE du RPR, Michèle Alliot-Marie, est « un peu réticente » sur le « terme » de Constitution européenne.

Le Monde 29/6 p2

L'onde de choc du tournant européen de Jacques Chirac

Réactions enthousiastes en Allemagne après les propos du chef de l'Etat devant le Bundestag. « La direction est claire : c'est l'achèvement de l'Union », déclare Joschka Fischer. Londres rejette la formation d'un « groupe pionnier » d'Etats pour avancer vers une Constitution européenne

BERLIN

de nos envoyés spéciaux

C'est un président Jacques Chirac visiblement satisfait qui a conclu, mardi 27 juin au soir, sa visite d'Etat de deux jours en Allemagne, où son discours sur la relance de l'Europe, devant le Bundestag, a reçu un accueil chaleureux et suscité de très nombreux commentaires. M. Chirac, qui était le premier chef d'Etat à s'exprimer devant le Bundestag depuis que celui-ci siège à nouveau dans le bâtiment du Reichstag, à Berlin, où il s'est réinstallé en septembre 1999, a été longuement applaudi à l'issue de son discours par les députés et le gouvernement réuni au grand complet autour du chancelier Gerhard Schröder. Seuls manquaient dans l'assistance les ministres-présidents des grands Länder allemands, notamment le Bavarois Edmund Stoiber et Wolfgang Clement, de Rhénanie du Nord-Westphalie, qui s'étaient fait représenter sur les bancs réservés au Bundesrat.

« Il a tenu un grand discours sur l'Europe et montré étonnamment beaucoup de similitudes avec les représentations allemandes », écrit mercredi matin l'éditorialiste de la *Süddeutsche Zeitung* de Munich, reflétant la première impression de la plupart des commentateurs allemands. La première visite d'Etat ef-

fectuée par un chef de l'Etat français en Allemagne depuis la réunification n'aura en effet pas déçu ses hôtes, qui attendaient sans trop y croire de voir si celui-ci aurait assez de souffle pour répondre aux idées que le ministre des affaires étrangères Joschka Fischer s'était osé à formuler, le 12 mai, pour rouvrir le débat sur les perspectives fédérales de l'Union européenne. M. Chirac, comme le rappellent les éditorialistes, mercredi, ne passe pas outre-Rhin pour un visionnaire, et ceux-ci se félicitaient d'autant plus de voir son « pragmatisme » rejoindre certaines positions allemandes, notamment sur la nécessité d'une future Constitution européenne.

« BEAUCOUP DE POINTS COMMUNS »

Joschka Fischer s'est montré satisfait, voyant dans les idées présentées par le président de la République « beaucoup de points communs » avec celles qu'il avait exposées à l'université Humboldt. « Je n'ai pas vu de différences », a-t-il déclaré. « La direction est claire : c'est l'achèvement de l'union européenne ». M. Fischer, qui avait lui-même été plus précis sur les possibles solutions institutionnelles pour l'Europe de demain, confiait en privé son espoir que l'Union aurait un président élu au suffrage universel d'ici à 2006-2007. Il estime que la



marche vers la fédération des Etats-nations qu'il appelle de ses vœux aura lieu bien avant le délai de 2010 qu'il s'est officiellement fixé et souligne que les Européens auront une fenêtre pour faire avancer l'intégration européenne entre 2002, après les élections britanniques, françaises et allemandes, et 2005-2006, lorsque les premiers pays de l'Est entreront dans l'Union.

Dans sa conférence de presse finale, M. Chirac, interrogé sur l'élection d'un président européen, s'est borné à répondre qu'il était « pas favorable à une telle mesure aujourd'hui ». « Je ne pense même pas que ce soit très réaliste, mais laissons faire la discussion », a-t-il dit, ne souhaitant apparemment pas gâcher la fête après avoir laissé dans son discours la porte ouverte à tous les dé-

bats possibles. A ses côtés, le ministre des finances, Laurent Fabius, paraissait plutôt satisfait. Le ministre a fait savoir qu'il avait tenu tout spécialement à accompagner le chef de l'Etat à Berlin : « Je savais que ce discours au Bundestag serait un moment fort dans la construction européenne », a-t-il dit, même s'il se montrait quelque peu sceptique sur l'idée proposée par le chef de l'Etat de constituer, dès l'an prochain, un « groupe pionnier » de pays-membres de l'Union pour mieux coordonner leurs politiques dans les domaines économique, de défense ou de sécurité intérieure. « Y aura-t-il des groupes pionniers selon les sujets, un sur l'économie, l'autre sur la défense ? Ou un seul, ce qui poserait par exemple des difficultés avec la Grande-Bretagne ? », s'interrogeait-il, en reconnaissant néanmoins qu'« il est essentiel que la France reprenne l'initiative sur l'Europe et surtout qu'elle ne soit pas en deçà de la main ». En apparté, le ministre confiait d'ailleurs qu'il ne comprenait pas bien pourquoi Lionel Jospin n'avait pas voulu répondre personnellement au discours de M. Fischer, laissant ainsi à Jacques Chirac le soin d'occuper ce terrain. Le président de la République a pour sa part tenu à expliquer que la France parlait d'une seule voix et que M. Jospin, auquel le texte de son allocution avait été

transmis à l'avance, aurait pu écrire son discours.

L'opposition chrétienne-démocrate allemande s'est également félicitée des propositions du président français. Ses députés ont apprécié l'hommage rendu dans son discours par le président Chirac à l'ancien chancelier Helmut Kohl, qu'il a reçu longuement dans l'après-midi, et qui doit comparaître dans deux jours devant une commission d'enquête parlementaire pour répondre des anciennes caisses noires de son parti. Le député chrétien-démocrate (CDU) Friedbert Pflüger a estimé que le discours de M. Chirac convenait à la CDU-CSU et qu'il passait au milieu de la ligne séparant droite et gauche allemande sur l'Europe, tout en déplorant que M. Chirac n'ait pas assez parlé d'élargissement. Andreas Schockenhoff (CDU), président du groupe d'amitié parlementaire franco-allemand, s'est réjoui de ce que c'était la première fois qu'un chef d'Etat parlait concrètement d'une Constitution européenne. « C'est une nouvelle relance du moteur franco-allemand », a-t-il estimé, approuvé par l'ancien président de la République Richard von Weizsäcker (CDU).

**Raphaëlle Bacqué,
Henri de Bresson et
Arnaud Leparmentier**